

BATTANDIER Adrien

BEAUVALLET Félix

DUMEZ Julien

PETIGNY Antoine

MOHARIRY Jérémy

Brexit et économie



22 Mars 2019

Sommaire

Introduction

I- Qu'est-ce-que le Brexit ?

II- Origine du Brexit

III- Causes du Brexit

IV- Brexit dur, Brexit doux

V- Processus et chronologie pour sortir de l'Union Européenne

VI- Brexit et Irlande : que se passe-t-il ?

VII- Impacts du Brexit sur le projet européen

VIII- Conséquences sur l'économie anglaise

IX- Conséquences sur l'économie de l'Union Européenne

X- Conséquences du Brexit pour la France

XI- Avantages et inconvénients du Brexit pour le Royaume-Uni

XII- Avantages et inconvénients du Brexit pour l'Union Européenne

XIII- Propositions majeures du Royaume-Uni pour sortir de l'Europe

XIV- Propositions de l'Union Européenne aux Britanniques

XV- Mars, le mois de la décision finale

Conclusion

Sources

Annexes

Introduction

Le Brexit est une abréviation de « Britain » (Grande-Bretagne) et « exit » (sortie), qui signifie la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Depuis son entrée dans l'Union Européenne en 1973, le Royaume-Uni a toujours refusé d'approfondir l'intégration politique en mettant en évidence la libéralisation dans les secteurs du commerce, des services et de l'économie (par exemple en refusant l'euro et en gardant la livre sterling comme devise).

Le Royaume-Uni a pris la décision de quitter l'Europe, il y aura donc une période de transition de mars 2019 à décembre 2020 pour mettre en place les futures relations commerciales entre les parties. Londres doit alors installer le processus de retrait en négociant avec l'Europe, ce qui devrait prendre environ 10 ans pour arriver aux accords définitifs. Cette volonté vient majoritairement du parti de droite « UK Independence party » et de certains membres du parti conservateur comme Boris Johnson, ancien maire de Londres.

Le retrait d'un pays de l'Union Européenne n'est pas sans conséquence, et bouleversera l'équilibre de l'Union mais aussi de l'Etat qui décide de se retirer. Cependant nous ne savons toujours pas quelle forme il prendra.

Le Royaume-Uni est composé de l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande du Nord et le Pays de Galle. Il compte 66,04 millions d'habitants en 2017 dont 55,62 millions d'habitants en Angleterre.



TABLE DES MATIERES

Introduction

I- Qu'est-ce-que le Brexit ?.....	6
II- Origine du Brexit.....	7
III- Causes du Brexit.....	8
IV- Brexit dur, Brexit doux.....	8
a) Brexit dur.....	8
b) Brexit doux.....	9
c) le choix de Theresa May.....	9
V- Processus et chronologie pour sortir de l'Union Européenne.....	10
VI- Brexit et Irlande : que se passe-t-il ?.....	13
a) un retour dans le passé.....	13
b) le backstop.....	13
VII- Impacts du Brexit sur le projet européen.....	14
VIII- Conséquences sur l'économie anglaise.....	15
a) s'il y a un « no deal».....	15
b) sur les entreprises.....	16
c) sur le commerce et la finance.....	17
d) sur le PIB anglais.....	18
IX- Conséquences sur l'économie de l'Union Européenne.....	19
a) s'il y a un « no deal ».....	19
b) Brexit et budget de l'UE.....	19
c) sur le commerce et la finance.....	20
X - Conséquences du Brexit pour la France.....	22
XI- Avantages et inconvénients du Brexit pour le Royaume-Uni.....	23
a) avantages.....	23
b) inconvénients.....	23
XII- Avantages et inconvénients du Brexit pour l'Union Européenne.....	24
a) avantages.....	24
b) inconvénients.....	24

XIII- Propositions majeures du Royaume-Uni pour sortir de l'Europe....	24
XIV- Propositions de l'Union Européenne aux Britanniques.....	25
XV- Mars, le mois de la décision finale.....	26

Conclusion

Sources

Annexes

I- Qu'est-ce-que le Brexit ?

Le 23 juin 2016, lors d'un référendum organisé par l'ancien Premier ministre David Cameron, 51,9% des Britanniques a choisi de quitter l'Union Européenne (plus de 30 millions de personnes ont participé). Le référendum a eu une participation de 72% ce qui est un record pour le pays. C'est donc le camp du Leave qui remporte le scrutin. La reine d'Angleterre et la famille royale sont neutres car leur statut les interdit de donner leurs opinions sur la politique du pays.

A la suite de l'article 50 du traité de l'Union Européenne, plus précisément traité de Lisbonne de 2009, (article qui encadre les sorties d'un Etat membre), le 29 mars 2017, le Royaume-Uni et tous les autres pays de l'UE se sont donné deux ans pour préparer la sortie du pays, il reste donc membre de l'UE jusqu'au 29 mars 2019.

David Cameron a démissionné quelques jours après le résultat du référendum car il était pour le maintien de l'Angleterre dans l'Union Européenne. Il a été remplacé par le Ministre de l'intérieur, Theresa May.

Des négociations sont alors en cours pour trouver un accord de retrait qui sera validé par le parlement européen.

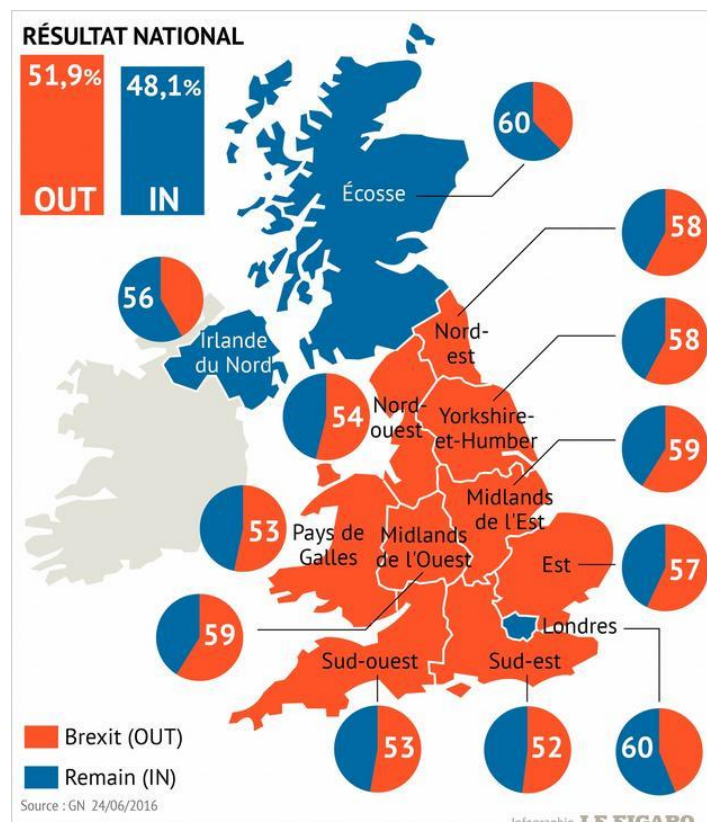


Figure 1- résultat du référendum pour ou contre le Brexit

II - Origine du Brexit

Le Royaume-Uni rejoint la CEE (Communauté économique Européenne), ancien nom de l'Union Européenne, en 1973. Cependant cette entrée n'est pas facile : les conservateurs soutiennent l'arrivée du Royaume-Uni dans l'Union mais les travaillistes du Labour sont contre cette adhésion.

Les travaillistes du Labour, renommé parti travailliste est un parti politique de gauche fondé le 27 février 1900 par Jeremy Corbyn. Ce parti politique est, avec le parti conservateur, le parti principal du Royaume-Uni. Il a été construit pour que les syndicats soient représentés au sein du Parlement britannique. Ils ne veulent pas intégrer l'Union Européenne car ils sont contre la politique commerciale à laquelle ils vont devoir obéir.

Les premiers débats et le premier référendum ont lieu en juin 1975, très tôt après l'intégration et a pour conséquence le maintien du Royaume-Uni dans la CEE malgré le fait que l'opposition perde.

En 1979, Margaret Thatcher arrive au pouvoir et même si elle fait partie du parti conservateur, elle trouve injuste que la contribution du pays au budget européen soit supérieure à ce qu'il reçoit, de plus les subventions agricoles profitent de façon plus importante à la France plutôt qu'au Royaume-Uni. Cette idée est représentée par la célèbre phrase : « I want my money back » (« Je veux qu'on me rende mon argent »). Margaret Thatcher réussit à obtenir un rabais équivalent aux deux tiers de l'ancien budget versé à l'Union Européenne durant l'année 1984.

Puis en 1990 elle refuse que son pays ait la monnaie unique commune à tous les pays et obtient une clause d'exemption concernant le passage à l'euro en 1992. Le Royaume-Uni garde alors la Livre Sterling comme devise. Malgré ces autorisations exceptionnelles, les Britanniques envisagent la sortie de l'Union Européenne et en 2004 Tony Blair, Premier ministre du parti travailliste décide de faire un référendum pour la future constitution de l'Union, mais il n'aura finalement jamais lieu.

Les relations entre les deux parties sont tendues car l'Europe voudrait diminuer le rabais financier qui avait été mis en place quelques années plus tôt, les Anglais ont un sentiment de plus en plus anti-européen et en 2008 Nick Clegg demande un référendum sur l'avenir du pays dans l'Union Européenne. L'UK Independence Party (parti anti-européen et anti-immigration) arrive second avec 16% des voix aux élections législatives de 2015. Durant l'année 2013, David Cameron, ancien Premier ministre, annonce que si le parti conservateur l'emporte au parlement, il renégociera les relations entre le Royaume-Uni et l'Union et fera un référendum. Ce référendum sera fait en juin 2016 et annoncera le Brexit.

III- Causes du Brexit

Les Britanniques souhaitent quitter l'Union Européenne pour de multiples raisons comme contrôler l'immigration, négocier des accords commerciaux. Mais la principale volonté est qu'ils veulent retrouver la pleine souveraineté du pays.

Cette volonté vient majoritairement du parti de droite « UK Independence party » et de certains membres du parti conservateur comme Boris Johnson, ancien maire de Londres.

Les « brexiters » considèrent que Bruxelles impose trop de règles par rapport à ce que l'UE apporte réellement au Royaume-Uni.

Une autre cause importante est l'appartenance au marché mondial européen qui certes facilite les échanges commerciaux mais qui pour les eurosceptiques pensent que Londres pourrait mieux faire sans l'Union Européenne. Londres pourrait reprendre son siège à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et signer des partenariats avec la Chine, l'Inde et l'Asie.

La crise de la zone euro persuade le Royaume-Uni que l'Union Européenne a une économie à la dérive. Par exemple avec la dette de la Grèce s'élevant à plusieurs milliards d'euros qui a été remboursé par les Etats membres sauf par l'Angleterre. Durant la crise de 2008-2009, l'économie britannique s'est relevée plus vite et plus forte que tous les autres pays européens.

En 2014, sa croissance économique était de 2.8 % alors que celle de la France était de 0.3 % et celle de l'Allemagne était de 1.5 %.

Le gouvernement souhaite mettre fin à la libre circulation des personnes afin de mieux contrôler sa politique migratoire différent de celle de l'Union Européenne.

IV- Brexit dur, Brexit doux

À la suite du résultat du référendum, un débat s'ouvre pour établir le processus de sortie du pays. Deux idées principales s'opposent, le « hard Brexit » et le « Soft Brexit », ces deux propositions ont donc des conséquences radicalement opposées d'un point de vue anglais mais aussi européen.

a) Brexit dur

Le Brexit dur souhaite une indépendance totale vis-à-vis de l'Union Européenne. La priorité du Royaume-Uni est de retrouver entièrement le contrôle de ses frontières, créer une économie globale ouverte sur le monde (on parle de global Britain), et de se libérer des engagements, notamment financiers, auprès des 26 autres Etats membres.

Cette forme de Brexit implique donc la sortie du marché unique européen, le retour des droits de douane, et il ne sera donc plus obligé de respecter les piliers de l'Union : la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes.

Dans ce cas-là, l'union deviendra un pays, partenaire économique comme un autre, de nouveaux accords devront alors être négociés, le Royaume-Uni ne participera plus au budget du fonctionnement de l'UE. Les tribunaux britanniques ne seront plus soumis aux décisions de la cour européenne de justice.

b) Brexit doux

Le Brexit souple, est une forme de Brexit moins radicale. Dans ce cas, le Royaume-Uni garde un lien de commerce dans le marché unique (pour certains secteurs) avec l'Union Européenne sans droits de douane. En contrepartie, il sera obligé de respecter la libre circulation des personnes et des capitaux et il devra participer au budget de l'UE.

c) le choix de Theresa May

Theresa May au début de son arrivée au pouvoir veut un Brexit dur, puis face aux négociations rejetées de l'Union Européenne elle décide d'adoucir ses souhaits et se penche vers un Brexit plus souple.

Finalement elle espère trouver un compromis entre ces deux propositions de Brexit. Elle voudrait la fin de la libre circulation des Européens sur le Royaume-Uni tout en gardant un accès au marché unique.

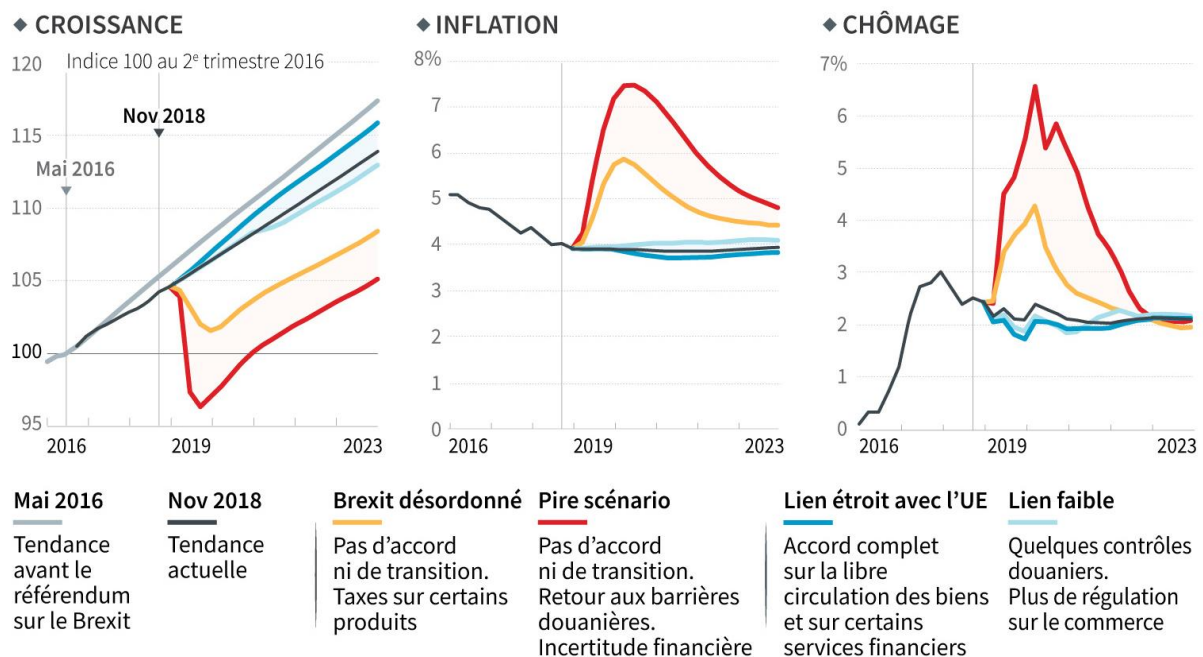


Figure 2- Brexit les possibles scénarios

V- Processus et chronologie pour sortir de l'Union Européen

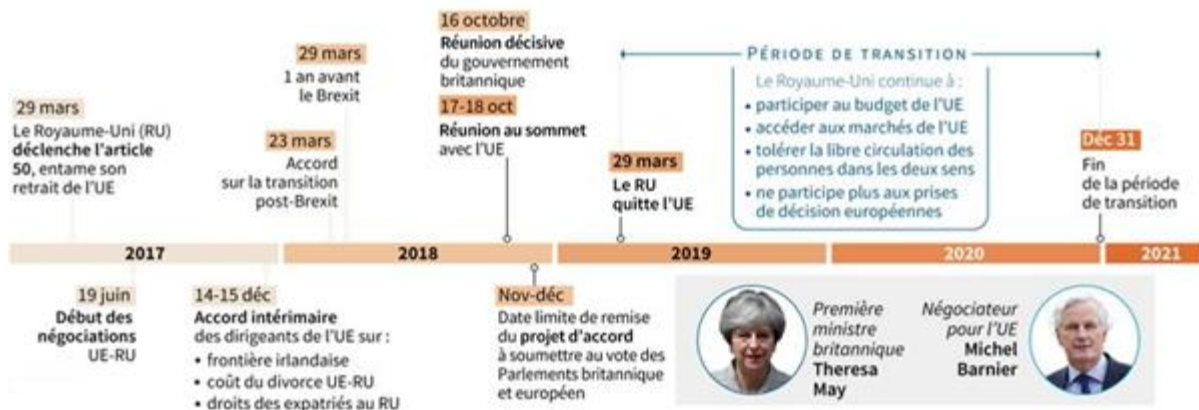


Figure 3- chronologie pour arriver au Brexit

Le 23 juin 2016, les Britanniques approuvent donc la sortie de l'Union Européenne, un long processus de négociations va alors commencer afin de déterminer les relations futures. Le 13 juillet 2016, à la suite de la démission du Premier ministre David Cameron, Theresa May le remplace. Elle est eurosceptique, c'est-à-dire qu'elle a des doutes sur la viabilité et l'utilité de l'Union Européenne. Dès son arrivée au pouvoir elle nomme Boris Johnson, ministre des affaires étrangères et David Davis secrétaire d'Etat. Ils sont tous deux antieuropéens.

Du côté de l'Europe, le 1er octobre 2016, Michel Bernier devient le négociateur chargé de préparer le Brexit. Cependant il ne souhaite pas commercer les négociations tant que les Britanniques n'ont pas déclaré la clause de retrait (article 50). Cette clause n'a d'ailleurs jamais été utilisée.

Puis le 17 janvier 2017, Theresa May fait un discours dans le manoir de Lancaster House, à Londres, où elle explique son choix de vouloir un Brexit dur pour retrouver le contrôle sur l'immigration. Elle argumente en précisant que lors du référendum, les Britanniques ont cité l'immigration comme principale motivation pour sortir de l'UE.

La procédure de retrait est enclenchée le 29 mars 2017 quand le président du Conseil européen Donald Tusk reçoit la lettre de Theresa May activant l'article 50. Il doit alors durer deux ans et se terminer les 29 mars 2019 à minuit, heure de Londres. Michel Bernier souhaite qu'un accord soit trouvé avant octobre 2018.

Trois mois plus tard, le 8 juin 2017 a lieu les élections législatives anticipées mais le parti conservateur perd la majorité absolue au Parlement et doit s'allier avec le DUP (Parti ultra-conservateur Nord Irlandais). Les négociations officielles commencent le 19 juin 2017.

La première étape législative est l'approbation du projet de loi mettant fin à l'ordre du droit européen sur le Royaume-Uni le 11 septembre 2017. 326 voix ont donc été pour le « Repeal Bill » (loi de retrait de l'Union) et 290 voix contre.

Mais un revirement de situation a lieu le 22 septembre 2017 car Theresa May défend le Brexit soft en affirmant qu'il faudrait maintenir les liens actuels avec l'Union Européenne pendant la période de transition qui se fait après le Brexit, c'est-à-dire pendant deux ans. Si cela est accepté, elle permettrait au Royaume-Uni de profiter encore du marché commun et donc le commerce libre. En contrepartie, l'Europe demande le règlement de sortie qui s'élève entre 60 et 100 milliards d'euros. Cette demande marque un point important de blocage des négociations car le Royaume-Uni refuse.

Trois mois après un accord initial de principe est finalement trouvé en décembre 2017 entre le Premier ministre anglais et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Afin qu'un premier accord soit trouvé il fallait trouver des compromis concernant trois domaines :

- 1- pas de frontières dures entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne
- 2- les expatriés britanniques et européens vivant dans l'Union ou au Royaume-Uni garderont les mêmes droits malgré le Brexit
- 3- la facture du Brexit sera équitable pour les contribuables et est estimée entre 40 et 45 milliards d'euros par les médias.

Pour donner suite à ce premier accord, les 14 et 15 décembre 2017, les 27 dirigeants des Etats membres sont d'accord pour passer à la seconde phase des négociations.

Concernant le libre-échange, Theresa May propose le 6 juillet 2018, la création d'une zone de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. Elle devrait permettre d'éviter les tensions commerciales et respecter les engagements pris vis-à-vis de l'Irlande du Nord. Mais cette décision ne plaît pas à Boris Johnson et David Davis qui décident de démissionner. Ils sont remplacés par Jeremy Hunt et Dominic Raab. Cette décision ne plaît pas non plus aux dirigeants européens qui refusent les propositions. Bruxelles et Londres sont alors dans une impasse les 19 et 20 septembre 2018, le Royaume-Uni doit retravailler ses propositions.

Les discussions reprennent et les négociateurs arrivent à un projet d'accord de divorce : l'accord douanier entre l'UE et le RU est maintenu et pas seulement avec l'Irlande. Theresa May doit le faire accepter à son Parti Conservateur qui est très mitigé sur la question car ils ont peur que le Royaume-Uni se plie encore pendant de nombreuses années aux règles commerciales de l'Union.

Le 22 novembre 2018, le Président Donald Tusk dit avoir envoyé aux Etats membres de l'Union le projet de déclaration politique qui doit définir les futures relations entre l'Union et le Royaume-Uni. Mais en janvier 2019, les députés britanniques rejettent cet accord par 432 voix contre 202 (c'est la plus lourde défaite qu'un dirigeant britannique ait connue). Le chef de l'opposition, Jeremy Corbyn a alors présenté une motion de censure contre le gouvernement (elle peut avoir comme conséquence de le renverser). Theresa May doit alors présenter un nouveau plan avec plusieurs possibilités : retourner négocier à Bruxelles ou demander un report de la date du

Brexit. Ce rejet peut aussi mener un Brexit sans accord, ce que redoutent particulièrement les milieux économiques.

Theresa May a choisi, le 21 janvier 2019 vouloir retourner négocier et affirme refuser le report de la date du Brexit ou de faire un nouveau référendum. Puis les députés ont voté un amendement qui exclut une sortie sans accord.

Les Etats membres intensifient de plus en plus les préparatifs en cas de Brexit sans accord. Mais ce qui est peu probable est l'annulation du Brexit. Le 26 février 2019, Theresa May propose aux parlementaires de prolonger les négociations s'ils n'approuvent pas l'accord qu'elle aurait trouvé avec l'Union Européenne.

Pour le moment, après des mois de négociations et malgré un début d'accord, aucune entente n'a été conclue entre les deux parties.

Londres doit engager le processus de retrait, tout en négociant ses futures relations avec l'UE, ce qui pourrait prendre jusqu'à 10 ans

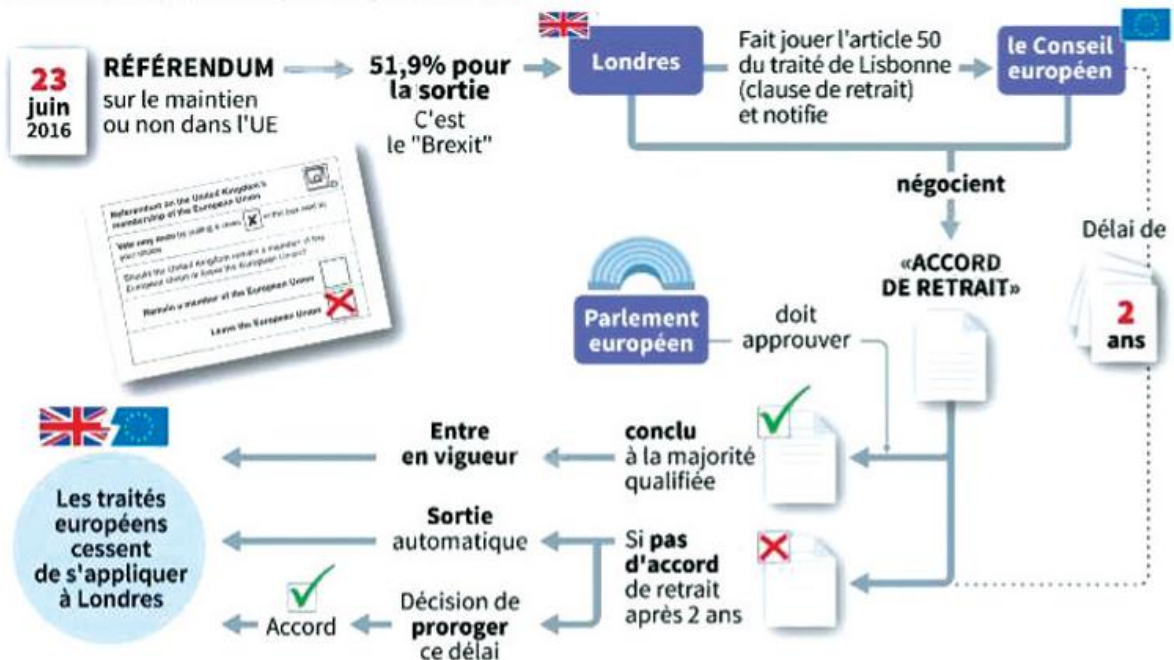


Figure 4- Brexit: mécanisme du divorce

VI- Brexit et Irlande : que se passe-t-il ?

Avec la sortie du Royaume-Uni, la distance qui sépare la province britannique d'Irlande du Nord de l'Irlande va redevenir une frontière physique. Des contrôles aux frontières vont de nouveau être instaurés et des droits de douane aussi.

a) un retour dans le passé

Les 500km qui séparent les deux Etats sont une des conditions de l'accord de paix du Vendredi saint qui a mis un terme à 30 ans de guerre entre les nationalistes catholiques et les unionistes protestants en Irlande du Nord le 10 avril 1998.



Figure 5- Frontière Irlande/ Royaume-Uni

b) le « backstop »

Le concept de « backstop » ou « filet de sécurité » est une clause qui empêche le retour d'une frontière physique entre les deux Irlandes.

L'Union Européenne a proposé cette clause pour que la frontière reste ouverte aux biens et aux personnes pendant la durée de la période de transition, c'est-à-dire jusqu'en 2020 pour trouver un accord final. Le backstop crée donc une union

douanière entre le Royaume-Uni et l'Europe, les marchandises pourront toujours circuler librement sans être soumises aux taxes mais l'Irlande devra respecter les règles du marché commun européen et par conséquent la libre circulation des personnes.

Cependant les Brexiteurs refusent cette idée car ils pensent qu'il n'y aurait pas de totale coupure avec l'Union Européenne. S'il y a une union douanière, le Royaume-Uni ne pourra pas négocier avec d'autres accords de libre-échange.

Le parti unioniste nord-irlandais, refuse qu'il y ait une différence avec le Royaume-Uni car il estime que cela reviendrait à déplacer la frontière en mer d'Irlande, de plus en appliquant les règles du marché unique, l'Irlande du Nord ne serait plus réellement britannique.

L'autre problème est la durée du backstop car il devrait être temporaire cependant aucune limite de temps n'est indiquée dans le texte qui a été rejeté et l'Europe refuse de renégocier cette partie du contrat.

Londres prévoit qu'en cas de no deal, il n'y aura pas de contrôles douaniers à la frontière irlandaise en attendant de trouver une solution permanente avec l'Union Européenne.

VII- Impacts du Brexit sur le projet européen

La sortie du Royaume-Uni ne devrait pas avoir de conséquence sur la participation britannique au programme Horizon 2020.

Le programme de recherche Horizon 2020 regroupe les programmes de recherche et d'innovation européens, il met aussi en place le financement des projets. Il se déroule sur une période six ans, de 2014 à 2020.

Son rôle est de simplifier l'accès aux financements européens en accélérant l'attribution des financements et en réduisant le nombre d'erreurs dans la déclaration des coûts par les participants.

Si l'accord de retrait est validé, le Royaume-Uni pourra toujours continuer à participer aux programmes de l'Union Européenne pendant la période de transition, jusqu'à la fin du programme Horizon 2020 les conditions de participation restent les mêmes. Seul le statut du Royaume-Uni change, il deviendra un pays tiers et pourra continuer à bénéficier des projets en cours et les partenaires britanniques participeront encore sur toute la durée du programme. De plus, les fonds européens sont déjà engagés et le Royaume-Uni s'est engagé à garantir les financements pour les projets lauréats

Cependant s'il y a un no deal, le Royaume-Uni deviendra un pays tiers non financé, c'est-à-dire qu'il pourra toujours participer aux programmes mais pas au financement. Sauf le programme Horizon 2020 prévoit exceptionnellement que les pays tiers peuvent être financés dès qu'elles apportent une contribution essentielle au projet.

VIII- Conséquences pour l'économie anglaise

Que ce soit le Brexit dur ou le Brexit souple, il y aura de nombreuses conséquences sur le Royaume-Uni, mais il n'est pas exclu que l'on ne trouve aucun accord entre la séparation de l'UE et de l'Angleterre. On parle alors de « No Deal ».

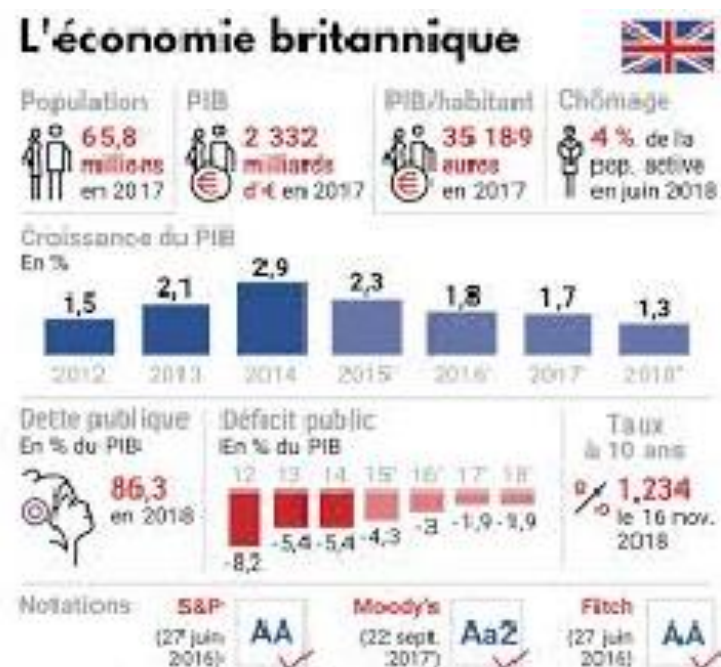


Figure 6- l'économie britannique en 2018

a) s'il y a un « no deal »

Sans accord, cela signifie que le Royaume-Uni sort de l'Europe brutalement en perdant tous ses avantages liés à l'Union. C'est-à-dire, le retour aux frontières, à la douane, il n'y aura plus de libres échanges entre les services, les capitaux, les personnes et les marchandises. Le Royaume-Uni devra alors obéir aux règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Cela impactera alors toute l'économie britannique puisque l'Angleterre a massivement recours aux importations (50,000 tonnes de nourriture par jour sans compter les médicaments). Et plus de la moitié viennent de l'Union Européenne, il faudra alors ajouter les frais de douanes qui augmenteront les prix de la vie quotidienne.

En cas de no deal, le PIB (Produit Intérieur Brut) sera aussi touché, il devrait diminuer de 3% par personne d'ici 2030, soit une perte annuelle de pouvoir d'achat d'environ 1200 euros par personne, la livre sterling perdrait un quart de sa valeur et le taux de chômage devrait être très élevé. Le secteur automobile devrait aussi être touché car environ 10% des exportations automobiles européennes sont destinées au Royaume-Uni.

Le ministre du Brexit, Dominique Raab, a prévenu qu'en absence d'un accord commercial à long terme, la facture à payer aux Européens, d'un montant d'environ 45 milliards d'euros, ne sera pas réglée.

b) sur les entreprises

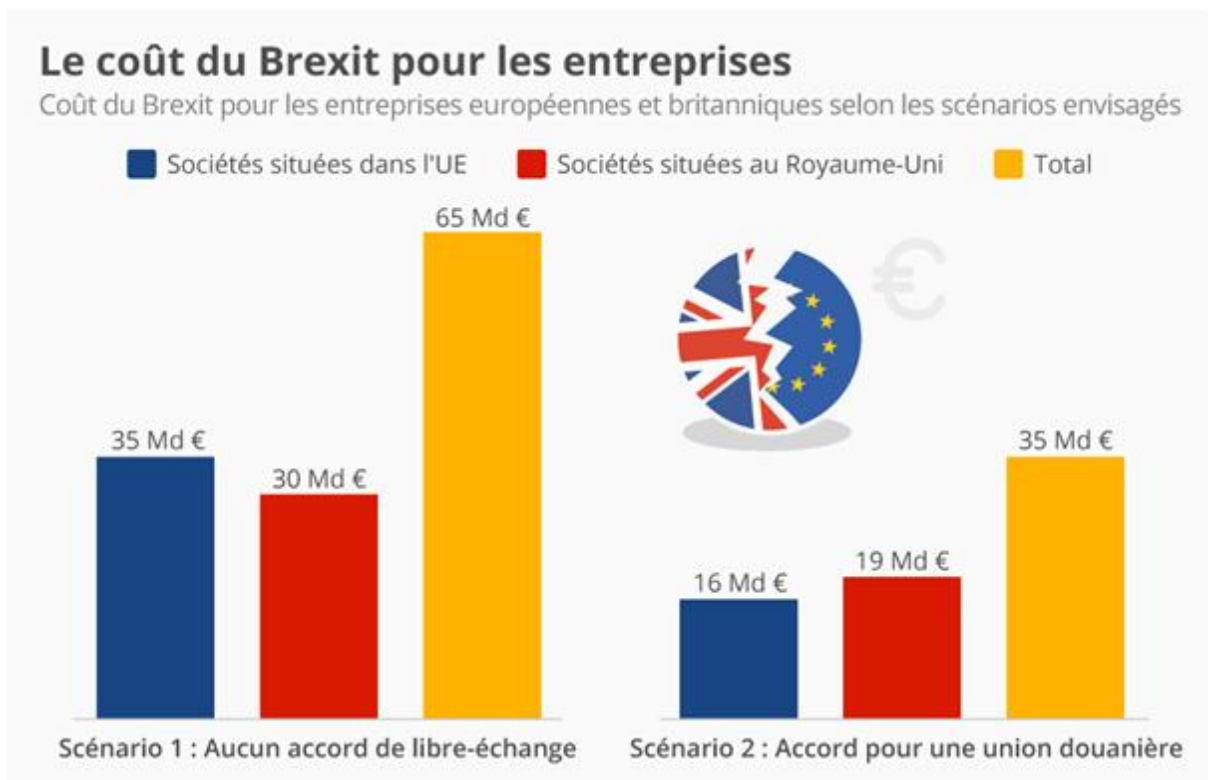


Figure 7- le coût du Brexit pour les entreprises, données arrondies, conversion livres sterling en euros

Si aucun accord de libre-échange n'est trouvé, les entreprises britanniques et européennes auront des coûts annuels supplémentaires d'environ 65 milliards d'euros. Les exportations à destination de l'Europe compteront 30 milliards d'euros aux entreprises. Mais si un accord douanier est trouvé, le coût sera réduit de moitié pour les deux parties. Seulement en mars 2018, Theresa May a refusé toute forme d'union douanière avec l'UE. Des grandes entreprises comme Honda ou Toyota menacent de quitter le Royaume-Uni. Le président de Toyota Europe, Johan Van Zyl décide de réduire la production et les investissements dans le Royaume-Uni suivant la finalité du Brexit.

Seulement 1/3 des entreprises se préparent au no deal, 1/3 se renseignent sur l'actualité du Brexit mais ne s'y préparent pas et 1/3 ne sont pas attentives et considèrent ne pas être concernées en cas de no deal.

Le Brexit ne concerne pas seulement les grandes entreprises mais aussi les PME (Petites et Moyennes Entreprises). En Angleterre 100 000 petites entreprises ne se sont pas renseignées sur les conséquences du Brexit et seulement une entreprise sur sept a mis en place des mesures pour faire face à une sortie sans accord.

Les entreprises préparées cherchent de nouveaux fournisseurs dans l'Union Européenne et de nouveaux marchés, elles essaient aussi d'augmenter leur stock, (surtout les médicaments et les pièces automobiles) cette solution ne peut fonctionner que sur le court terme.

Certaines entreprises européennes installées au Royaume-Uni envisagent de relocaliser une partie ou l'entièreté de leur activité ailleurs. 16% des 1200 entreprises interrogées par l'Institute of Directors (c'est une organisation destinée aux chefs d'entreprises) déclarent avoir mis en place le déplacement de leurs activités. Sony et Panasonic ont choisi de déplacer leur siège social de Londres à Amsterdam car leurs dirigeants ont peur du futur taux d'imposition. En effet s'il y a une forte baisse du taux d'imposition, le Royaume-Uni pourra être considéré comme paradis fiscal par les autorités japonaises, ce qui signifie que le groupe Sony devra payer plus d'impôts au Japon. Sony est une société multinationale japonaise spécialisée dans l'électronique, l'informatique, la photographie.

c) sur le commerce et la finance

Avec le Brexit, s'il n'y a plus d'accès au marché commun, le Royaume-Uni devrait perdre une partie de ses IDE (Investissements Direct Etrangers) qui viennent de l'Union Européenne (48 %). Mais s'il veut garder un accès cela est possible en participant financièrement aux programmes européens, comme par exemple la Suisse.

Si le hard Brexit se produit, la livre baissera d'un quart de sa valeur face au dollar. L'inflation accélèra à 6,5 % assortie d'une remontée des taux d'intérêt.

Des économistes anglais ont étudié plusieurs scénarios probables, si le Royaume-Uni quitte l'UE avec un accord de libre-échange similaire à celui du Canada rattaché à l'Union, les Britanniques perdront environ 4 300 livres de revenus par an.

Si la City de Londres perd le droit de vendre sans frais supplémentaires leurs services financiers du Royaume-Uni à l'Europe , des centaines de milliers d'emplois seront supprimés. L'institut des études budgétaires prévoit un manque à gagner compris entre 20 et 40 milliards d'euros d'ici 2020 causé par la panne de croissance qui pourrait se produire.

d) sur le PIB anglais

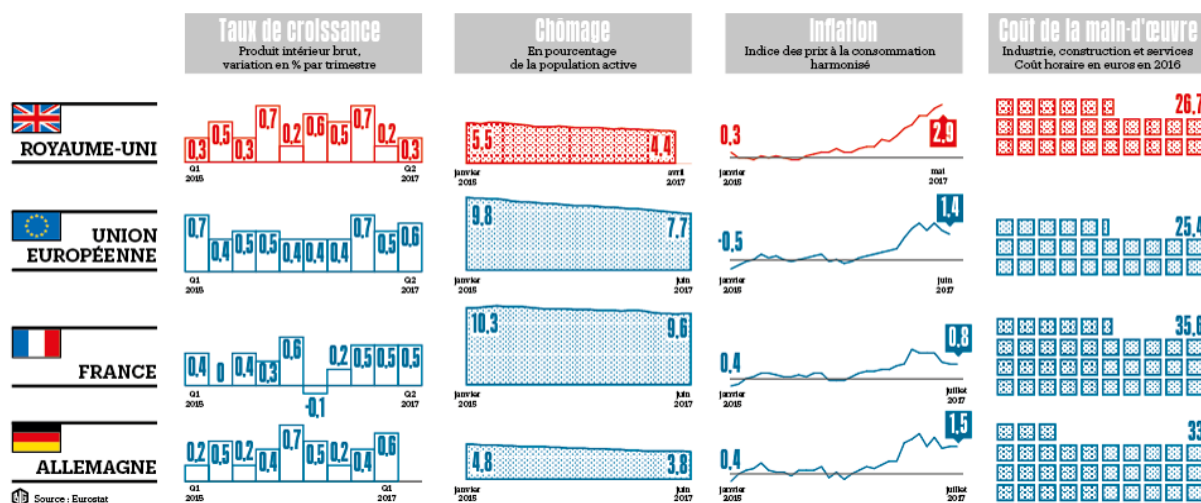


Figure 8- premières conséquences du Brexit

Le PIB, Produit Intérieur Brut, est un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'un pays. Son but est de quantifier la production de richesse réalisée par un Etat sur une période donnée. La variation du PIB permet de mesurer un le taux de croissance économique d'une année à l'autre. Il y a aussi le PIB par habitants qui consiste en le PIB d'un pays divisé par son nombre d'habitant. Il donne des indications sur le niveau de développement du pays. Par exemple celui du Royaume-Uni est de 35 189 euros en 2017 et son PIB est de 2 332 milliards d'euros en 2017.

Le Royaume-Uni est à la sixième place mondiale, avec une croissance du PIB de 1,80 % / an en 2017.

Le Brexit permettrait une hausse du PIB d'environ 0.6 % à 1,6 % d'ici 2030, selon les prévisions les plus optimistes. Cependant la Confédération de l'industrie parle d'un recul de 8% du PIB si le Royaume-Uni sort de l'Europe sans accord.

En 2018, la croissance britannique a baissé de 1,4 % , mais si elle réussit à résister au Brexit, il est probable que le Royaume-Uni retrouve sa place dans les six principales économies mondiales en 2020.

Selon la banque centrale britannique, si le hard Brexit se produit, le Royaume-Uni verra son pire ralentissement économique depuis la Seconde Guerre mondiale car son produit intérieur brut pourrait baisser de 8 % en l'espace d'un an et les prix de l'immobilier pourraient aussi diminuer de 30 %. Le taux du chômage remontera à 7,5 %. Mais la banque britannique précise que si un Brexit souple a lieu, il y aura une croissance supplémentaire de 1,75 %, et si le rétablissement des contrôles aux frontières sans droits de douanes est mis en place, le PIB se réduit de 0,75 %.

IX- Conséquences pour l'économie de l'Union Européenne

D'un point de vue européen, le Brexit aura aussi des répercussions sur l'Union Européenne dans le secteur économique, juridique, commercial ou encore automobile.

a) s'il y a un « no deal »

Le « no deal » aura pour conséquence le retour des frontières, des frais de douanes et la non-reconnaissance mutuelle des normes environnementales, ce qui sera un frein pour l'Union Européenne.

Certaines entreprises vont délocaliser leurs activités du Royaume-Uni pour rester dans l'Europe. Les activités de banques d'affaires, financières et des activités de marchés vont quitter la City pour rester dans la Zone Euro.

b) Brexit et budget de l'UE

L'Union Européenne, (la Commission européenne est responsable de la répartition du budget), va devoir trouver de nouvelles sources de financement pour le budget européen afin de compenser la participation britannique qui ne se fera plus (une perte entre 15 et 20 milliards d'euros par an). Ce budget sert à la croissance, à l'emploi, l'agriculture, l'environnement, mais il sert surtout à diminuer les disparités économiques entre les pays membres. Il est aussi utile pour améliorer la qualité de vie des populations, les villes, les régions. Le budget annuel doit être équilibré entre les recettes et les dépenses.

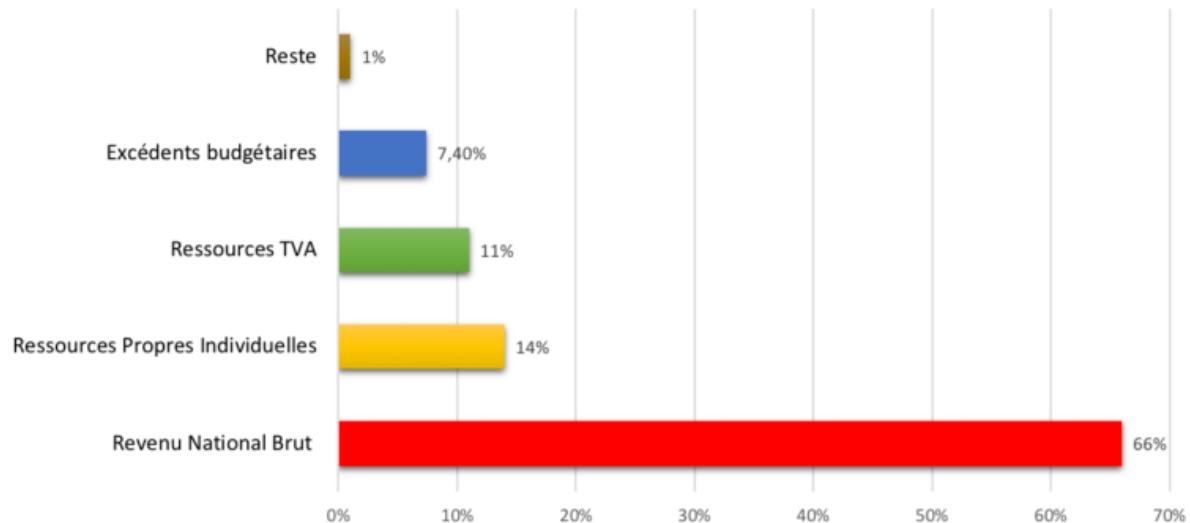


Figure 9 - Recette de l'Union Européenne en 2017

Les ressources de chaque pays qui servent à financer le budget européen sont : la TVA (taxe sur la valeur ajoutée), les ressources propres, par exemple les droits de douane, et le revenu national brut. Ce revenu est une contribution calculée en fonction de son poids économique.

La Commission a peu de solutions pour remplacer le budget du Royaume-Uni car elle n'a pas le droit de créer de nouveaux impôts. Elle a donc deux possibilités :

1- augmenter la contribution des Etats membres, qui passerait de 1 % à 1.3% du PIB européen

2- trouver de nouvelles ressources allouées au budget de l'Union : taxes environnementales, transactions financières.

Mais elle étudie une potentielle troisième solution : profiter des apports de fonds propres et des prêts.

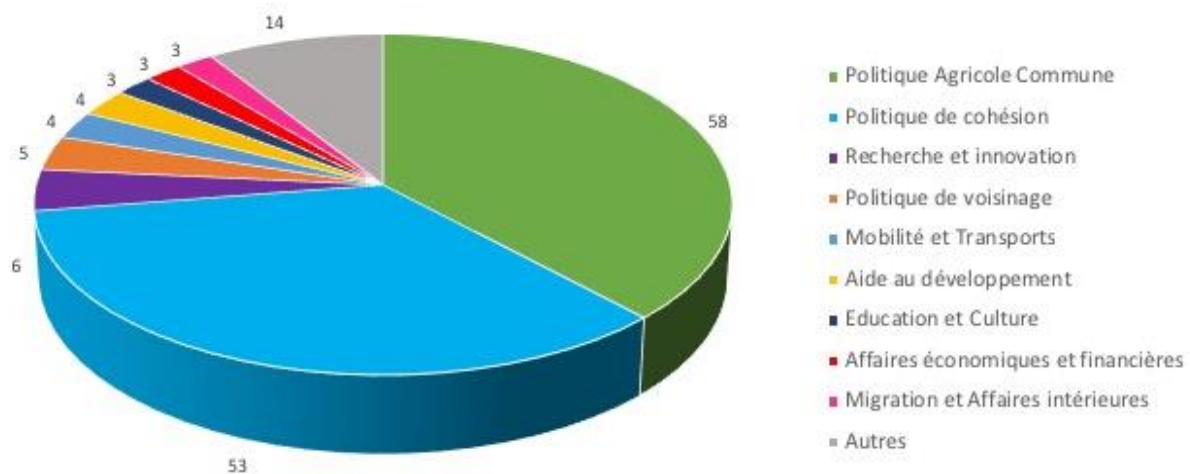


Figure 10- Dépenses de l'UE de 2017 en milliards d'euros

Les plus importantes dépenses de l'Union Européenne sont, la politique agricole commune qui s'élève à 58 milliards d'euros et la politique de cohésion d'un montant de 53 milliards d'euros pour l'année 2017.

Le 14 mars 2018, les députés européens ont voté des textes sur l'avenir financier de l'Union, ils veulent supprimer les rabais dont bénéficient certains Etats, comme par exemple le Royaume-Uni qui a bénéficié de ce rabais grâce à Margaret Thatcher, et réduire les contributions nationales. Les députés souhaitent que le budget européen soit financé par ses propres ressources et non par une hausse des contributions.

Mais il va falloir aussi faire des économies sur les programmes européens (programmes de recherches, d'innovation...)

Les négociations doivent être conclues avant les prochaines élections européennes qui auront lieu en mai 2019.

c) sur le commerce et la finance

Le Royaume-Uni est l'un des premiers pays partenaires commerciaux de l'Union Européenne. Si les deux parties sont d'accord pour un libre-échange classique avec de faibles droits de douane pour le commerce des biens, la production réelle de l'Union diminuera à terme de 0,8 %.

Principaux biens exportés et importés en 2017, en milliards de livres

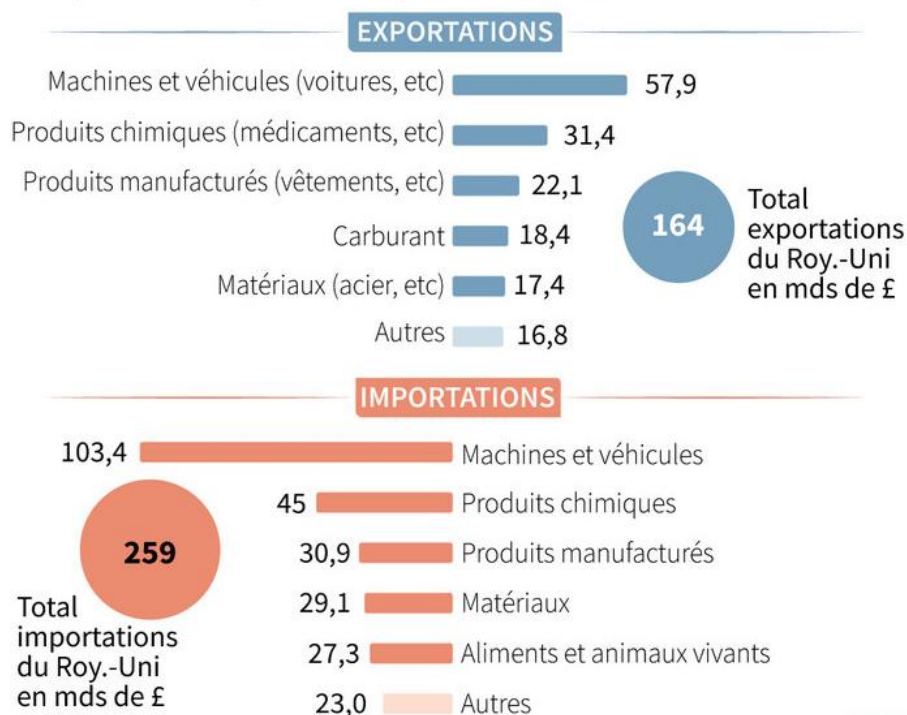


Figure 11- les échanges entre le Royaume-Uni et l'UE

Le marché de l'automobile sera le secteur le plus touché puisqu'il est le plus important aussi bien dans l'exportation que l'importation, 103,4 milliards de livres de machines et véhicules sont importés de l'Union au Royaume-Uni. Ceci ne sera pas négligeable pour l'économie européenne.

Dans l'hypothèse où il y a un recours aux règles de l'OMC, la baisse de production par rapport à un scénario sans Brexit, serait de 0,5 % pour l'UE et à 4 % pour l'Irlande.

En Europe le pays qui aura le plus de répercussions causées par le Brexit est l'Irlande, notamment au niveau des échanges commerciaux et à la migration.

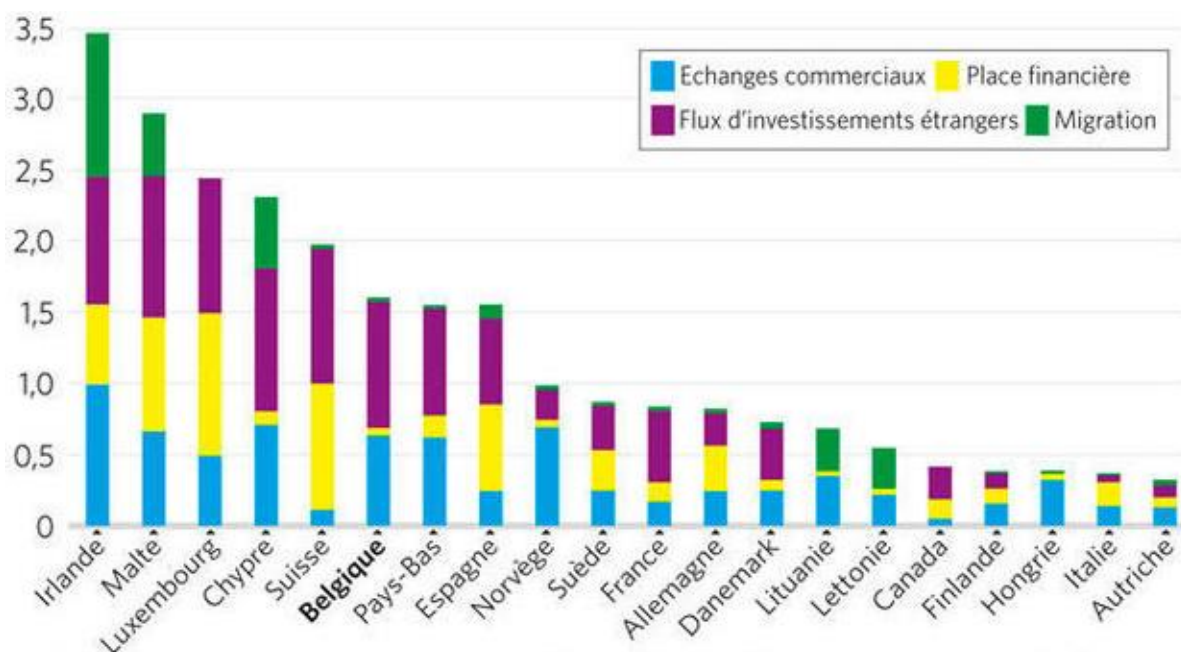


Figure 12- Economies les plus sensibles au Brexit

X- Conséquences du Brexit pour la France

La France est parmi les pays les plus touchés par le Brexit. Une sortie du Royaume-Uni sans accord aura des répercussions sur l'économie française selon les différents secteurs.

Actuellement 30 000 entreprises françaises travaillent avec le Royaume-Uni dont 3 000 y sont installées. En cas de no deal, le montant des pertes d'exportations serait d'environ 3 milliards d'euros pour la France, en partie causées par l'augmentation des droits de douane.

Des pertes seront considérables pour le secteur du vin car la France est le premier exportateur de vins pour le Royaume-Uni qui est son deuxième plus gros client.

Le no deal aura aussi de graves conséquences sur l'agriculture, le Royaume-Uni étant le troisième client du secteur agricole français (environ 3 milliards d'euros par an). Les aides européennes que reçoit la France pourraient aussi baisser de 2.4% à 9.1% en fonction de la finalité du Brexit si le Royaume-Uni ne contribue plus au budget. De plus les droits de douane sur les produits laitiers seraient d'environ 43% en cas de rétablissement de frontière. Par conséquent il y aura une forte baisse d'échanges agricoles entre les deux pays.

La pêche aussi est un secteur qui sera touché par le Brexit, en cas de non-accord, la France ne pourra plus pêcher dans l'océan britannique, qui aujourd'hui équivaut à 30% des captures françaises voir 50% pour certains bateaux français. La pêche relève également de la politique européenne.

Le temps de transport des marchandises sera allongé dont la plupart passe par Calais ce qui augmentera le coût des produits mais aussi des embouteillages non négligeables.

XI- Avantages et inconvénients du Brexit pour le Royaume-Uni

a) avantages

Le Royaume-Uni ne financera plus les rattrapages économiques des pays membres de l'UE. En effet pour financer les rattrapages économiques des pays les moins avancés, les pays les plus riches contribuent davantage qu'ils ne reçoivent de l'UE. (Le Royaume-Uni verse presque le double de ce qu'il reçoit)

Le Brexit pourra soulager l'emploi et le marché immobilier de Londres, car la libre circulation des personnes peut avoir un impact négatif dans les zones les plus attractives qui se traduit par une forte concurrence du marché du travail ou par une forte augmentation des prix de l'immobilier causée par l'afflux d'immigrants. De plus récupérer le contrôle des frontières, réduit les dépenses d'aides sociales et réserve les emplois aux Britanniques.

Sans union douanière le Royaume-Uni pourra négocier ses propres accords commerciaux avec la Chine ou l'Inde. Il pourra aussi déterminer sa politique fiscale sur la TVA, faire bénéficier certains secteurs d'exonérations d'impôts ou au contraire augmenter les fiscalités.

b) inconvénients

A la suite du Brexit, il pourrait être exclu de grands projets européens car l'UE dispose de moyens bien plus importants qu'un seul pays puisque chaque pays membres mettent en commun leurs ressources. Cette association permet de financer des programmes plus ambitieux.

L'Europe ne défendra plus les intérêts britanniques. Elle peut profiter de son pouvoir en imposant des normes communes à tous les pays membres ce qui a comme conséquence la réduction des coûts de production. Il est donc plus facile pour l'UE d'imposer ses choix aux autres pays, au lieu que ce soit l'inverse.

L'UE est le premier partenaire économique du Royaume-Uni il représente 44% de ses exportations en 2015 et 53 % de ses importations, le Brexit entrainerait alors un manque à gagner pour la croissance de 0.8 % à 2.2 % pour le pays selon Open Europe. De plus, sans l'Union Européenne, le Royaume-Uni perdra de l'influence qui ce peut entrainer l'indépendance de l'Ecosse qui est un pays souhaitant rester dans l'Europe.

XII- Avantages et inconvénients du Brexit pour l'Union Européenne

a) avantages

En sortant de l'UE, l'inflation de la livre sterling chutera et ne sera donc plus un pays d'investissement puisque les barrières douanières qu'il n'y a pas à l'intérieur de l'UE pour les Etats membres existeront pour le Royaume-Uni . Les grands groupes investiront donc dans d'autres pays qui n'ont pas ces inconvénients comme la France ou l'Allemagne.

d) inconvénients

Le Royaume-Uni fait partie des grandes puissances mondiales, il pèse aussi lourd économiquement que la France, sans lui l'UE est affaiblie.

A cause du Brexit, les versements de la Grande-Bretagne à l'Union seront supprimés ce qui entrainera une baisse des recettes de l'UE (environ 11,3 milliards d'euros). Comme autres inconvénients on peut noter la baisse de la population, le Royaume-Uni compte environ 64,3 millions d'habitants soit 12,7 % de la population européenne. Ce qui entrainera donc la baisse du PIB de l'Union Européenne, 16.6 % du PIB de l'UE vient du Royaume-Uni.

XIII- Propositions majeures du Royaume-Uni pour sortir de l'Europe

Le gouvernement a étudié des propositions sur les potentielles relations entre le Royaume-Uni et l'Europe après le Brexit. Theresa May propose de créer une zone de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Europe avec un ensemble de règles communes pour les biens industriels et les produits agricoles.

Concernant le sujet des frontières, le gouvernement propose d'appliquer les droits de douane et les règles commerciales du Royaume-Uni aux biens destinés au Royaume-Uni, et les droits de douane et les règles commerciales de l'UE pour les biens destinés à l'UE.

Le 16 janvier 2019, les députés ont proposé quatre hypothèses à l'Union Européenne :

1- revoter l'accord de retrait, les parlementaires proposent un nouveau vote malgré le rejet important de cet accord

2- accepter un Brexit dur, les Britanniques les plus antieuropéens n'excluent pas de sortir sans accord sur les futures relations et sur la période de transition.

3- faire de nouvelles négociations puis un nouveau vote, il serait question de renégocier l'accord de retrait et la déclaration politique, car pour les parlementaires proposent de rester dans une union douanière avec l'Union Européenne par le biais de l'Espace Economique Européen (EEE).

4- organiser un nouveau référendum aux Britanniques pour savoir quelle sorte de Brexit faire et s'ils veulent toujours quitter l'Union. Dans ce cas il faudrait rallonger le délai de réponse définitive qui est le 29 mars 2019.

XIV- Propositions de l'Union Européenne aux Britanniques

En novembre 2018, Bruxelles et Londres parviennent à mettre en place un projet d'accord, celui-ci devra cependant être adopté par les députés Britanniques.

Concernant le backstop, l'Union Européenne propose des contrôles douaniers en mer d'Irlande, l'Irlande du Nord resterait alors temporairement dans l'union douanière. Et elle propose une aire réglementaire commune entre les deux Irlandes. Proposition que refuse le Royaume-Uni. Pour l'Union il faut un filet de sécurité dans l'accord de retrait afin de s'assurer qu'il n'y aura pas le retour d'une frontière physique.

Brexit :
le «Backstop»
proposé par
Bruxelles

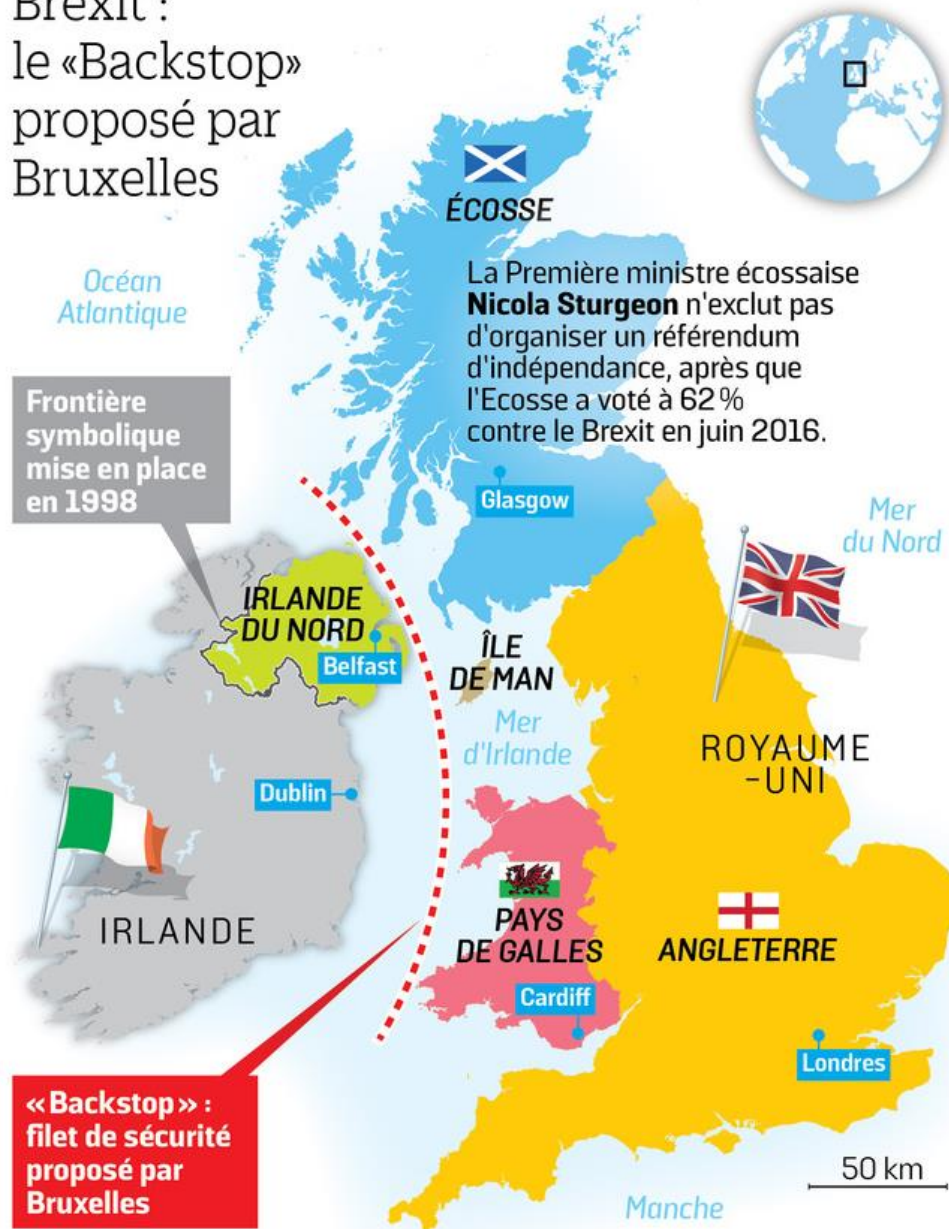


Figure 13- Backstop proposé par Bruxelles

L'Union Européenne propose une période de transition de deux ans qui correspond à l'échéance du budget prévu par l'Union de 2014 à 2020. Elle peut cependant être

renouvelée une fois pour une durée limitée et sous accord des deux parties. Cette période permet de finaliser les prochaines relations et laisse du temps aux citoyens et aux entreprises de s'adapter au Brexit.

Financièrement, cette période de transition permet de régler ses engagements qui étaient prévus dans le cadre du budget annuel. Si a lieu une période de transition plus longue qui s'étendrait sur le budget 2021-2027, le Royaume-Uni sera traité comme un pays tiers dans sa participation aux projets européens.

Concernant les quatre millions de citoyens britanniques habitant en Europe et les citoyens européens vivant au Royaume-Uni, ils pourront continuer à vivre, étudier, travailler et percevoir des allocations jusqu'à la fin de la période de transition.

XV- Mars, le mois de la décision finale

Pendant la semaine du 11 mars il y aura trois votes déterminant au Parlement britannique pour décider des conditions de sortie du Royaume-Uni.

Malgré les allers-retours de Theresa May à Bruxelles, les discussions n'ont pas avancé et sa demande de renégocier l'accord conclu en Novembre a été refusé. Mais l'Union Européenne reste ouverte aux propositions de Londres. Le désaccord concerne le backstop et la sortie de l'Irlande du Nord.

Cette semaine est donc décisive pour l'avenir du Royaume-Uni et de l'Union Européenne.

Suivant le résultat du vote de mardi 12 mars, plusieurs scénarios sont possibles :

- 1- si l'accord est approuvé, le Brexit aura bien lieu le 29 mars
- 2- si l'accord est refusé il y aura alors un nouveau vote le lendemain

Le 11 mars 2019, les négociations sont désormais dans les mains de Londres, l'Union Européenne ne veut pas revenir sur ce qui a déjà été adopté.

Le mardi 12 mars 2019, la Parlement britannique a finalement rejeté une seconde fois le projet d'accord négocié entre Theresa May et Bruxelles concernant le backstop malgré les concessions faites par l' Union Européenne. La chambre des communes a voté « non » avec 391 voix contre 242. A la suite de ce rejet, les députés britanniques vont devoir voter mercredi la possibilité de sortir de l'UE sans accord.

Ce refus laisse le Royaume-Uni dans le doute et dans l'incertitude de ce qu'il va se passer de plus l'opposition souhaite la démission de Theresa May. L'hypothèse d'un no deal est de plus en plus probable.

Theresa May dit que le no deal provoquera un choc économique mais le ministre en charge du Brexit Steve Barclay parle d'un plus grand risque de ne pas quitter l'Union.

Mercredi 13 mars, les députés Britanniques ont voté pour le rejet d'un Brexit sans accord. À la suite du deuxième rejet de l'accord et le rejet d'un no deal, Theresa May menace de repousser indéfiniment la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

Puis jeudi 14 mars il y aura un nouveau vote si les députés sont contre le no deal, il concernera le report ou non du Brexit. Finalement les députés Britanniques ont voté pour reporter la date du Brexit au 30 juin 2019. Cependant la décision d'accorder un délai supplémentaire appartient au vingt-sept pays membres de l'Union et doit être obligatoirement unanime.

Le 21 et le 22 mars se tiendra le prochain conseil européen pour rassembler tous les dirigeants des 27 pays membres afin d'accepter ou non la volonté des Britanniques de reporter la date de sortie du Royaume-Uni. Pour accepter ce changement de date, les députés Britanniques doivent accepter et voter l'accord conclu entre Londres et Bruxelles en novembre 2018.

Conclusion

Le Brexit est une conséquence de nombreuses années de désaccord et de conflits entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, la séparation des deux parties était donc inévitable.

Entre les accords rejetés par une partie puis de l'autre, les désaccords sur le choix et la méthode dont la sortie du Royaume-Uni doit se faire, de longues discussions, réunions et votes ont été mis en place. Cependant aujourd'hui nous ne savons pas le dénouement et la décision finale des députés Britanniques.

Le report de la date du Brexit sera-t-il validé par l'Union Européenne ? , les députés Britanniques vont-ils adopter l'accord conclu en novembre 2018 ? , le no deal aura-t-il finalement lieu ?... Toutes ces questions sont toujours actuellement sans réponses.

Seules les conséquences et les possibles scénarios sont aujourd'hui connus.

Sources

- BFMTV.fr :

<https://www.bfmtv.com/economie/j-20-pour-le-brexit-ce-qui-bloque-encore-et-comment-theresa-may-peut-s-en-sortir-1648113.html>

<https://www.bfmtv.com/economie/brexit-les-negociations-desormais-a-londres-entre-parlement-et-gouvernement-1649802.html>

- Cnews.fr

- Europe1.fr :

<https://www.europe1.fr/international/brexit-les-negociations-desormais-a-londres-entre-parlement-et-gouvernement-3871763>

- EuropeenFrance.fr

- Francetvinfo.fr :

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/brexit-on-vous-explique-le-backstop-irlandais-ce-filet-de-securite-au-coeur-du-bras-de-fer-entre-londres-et-bruxelles_3167753.html

- Frontmonétaireinternational.fr :

<https://www.imf.org/external/french/np/blog/2018/081018.htm>

- Glossaire-international.fr : <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/brexit.html>

<https://www.glossaire-international.com/blog/qu-est-ce-que-le-backstop-dans-le-brexit.html>

- horizon2020.gouv.fr :

<http://www.horizon2020.gouv.fr/cid138300/les-enjeux-du-brexit-pour-la-recherche-et-l-innovation.html>

- Lesechos.fr

- LeFigaro.fr :

<http://www.lefigaro.fr/international/dossier/brexit-royaume-uni-europe-1>

<http://www.lefigaro.fr/societes/2019/03/07/20005-20190307ARTFIG00241-brexit-apres-honda-toyota-menace-de-quitter-le-royaume-uni.php>

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/11/15/01003-20181115ARTFIG00131-qu-est-ce-que-le-backstop-au-coeur-des-debats-sur-le-brexit.php>

- LeMonde.fr :

https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2018/09/21/brexit-qu-est-ce-que-le-backstop-propose-par-l-ue-pour-resoudre-la-question-irlandaise_5358441_4872498.html

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/30/qu-est-ce-que-le-backstop-irlandais-au-c-ur-du-rejet-de-l-accord-sur-le-brexit_5416730_3210.html

https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2018/11/15/brexit-les-principaux-points-de-l-accord-technique-conclu-entre-londres-et-l-union-europeenne_5383890_4872498.html

- Leparisien.fr :

<http://www.leparisien.fr/international/brexit-le-spectre-du-no-deal-18-10-2018-7922001.php>

- Lepoint.fr ;

https://www.lepoint.fr/automobile/brexit-l-impact-economique-d-un-no-deal-inquiete-dans-l-union-europeenne-16-01-2019-2286407_646.php

- LeSénat.fr

- Latribune.fr

- Letemps.ch:

<https://www.letemps.ch/monde/brexit-etapes-dun-interminable-divorce>

- L'obs.fr

- Minutenews.fr

- Ouest-France.fr :

<https://www.ouest-france.fr/europe/grande-bretagne/brexit/brexit-une-commission-du-parlement-britannique-propose-quatre-scenarios-pour-sortir-de-l-impasse-6179026>

<https://www.ouest-france.fr/europe/grande-bretagne/brexit/brexit-theresa-may-demande-un-dernier-effort-l-union-europeenne-pour-que-l-accord-passe-6253710>

<https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/brexit-les-entreprises-britanniques-ne-sont-pas-pretes-une-sortie-sans-accord-6214757>

- Site du Parlement européen :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2018-0069+0+DOC+XML+V0//FR>

- Statista.fr :

<https://fr.statista.com/infographie/16663/consequences-economiques-brexit-no-deal/>

<https://fr.statista.com/infographie/16318/scenarios-possibles-brexit-apres-vote-parlement/>

- Toutel'Europe.fr :

<https://www.touteleurope.eu/actualite/brexit-quel-serait-l-impact-d-un-no-deal-en-france.html>

<https://www.touteleurope.eu/actualite/brexit-l-accord-de-sortie-en-8-points-cles.html>

- 3Bussiness sources :

<https://www.3bs.fr/quel-sera-lavenir-du-budget-europeen-post-brexit/>

- 20minutes.fr :

<https://www.20minutes.fr/monde/1869583-20160620-brexit-arguments-contre-sortie-royaume-uni-union-europeenne>

- Livre « une brève histoire du Brexit », Kevin O'Rourke

Annexes

Figure 1- résultat du référendum pour ou contre le Brexit. (Le Figaro, juin 2016)

Figure 2- Brexit les possibles scénarios (source Banque d'Angleterre)

Figure 3- chronologie pour arriver au Brexit (source AFP, minutenews)

Figure 4- Brexit mécanisme du divorce (Parlement Européen)

Figure 5- Frontière Irlande/Royaume-Uni (La Croix.fr)

Figure 6- l'économie britannique en 2018 (Eurostat, novembre 2018)

Figure 7- coût du Brexit pour les entreprises (Statista, mars 2018)

Figure 8 - premières conséquences du Brexit (Eurostat)

Figure 9- recettes de l'UE en 2017 (Parlement Européen)

Figure 10- dépenses de l'UE en milliards d'euros (Parlement Européen)

Figure 11- Les échanges entre le RO et l'UE (Bureau britannique des statistiques nationales)

Figure 12- économies les plus sensibles au Brexit

Figure 13- Backstop proposé par Bruxelles (Eurostat)